



1-Les Institutions

Présidence

Q : Si le Président est démis au bout de 3 ans, comment peut-il être crédible encore 3 ans sur la scène internationale ??

Autant adopter les méthodes SUISSES qui fonctionnent très bien because elle ne fait pas partie de la CE !

R : Les couples Mitterrand-Chirac puis Chirac-Jospin n'ont jamais eu de problème à l'international même si la situation Française surprenait car inhabituelle.

Q : En page 8 vous proposez que le mandat présidentiel soit porté à 6 ans et renouvelable 1 fois.

Les 2 points sont sujets à controverse.

La durée : 6 ans c'est bien, mais on pourrait aussi voir un retour au septennat, pourquoi pas.

Surtout lorsque, comme je le prétends, le mandat doit être unique et non renouvelable.

Le non-renouvellement : en effet, toute élection, et réélection présidentielle, est une surenchère de démagogie, et de -il faut appeler les choses par leur nom- mensonges, dont les faux-bilans.

De plus, dans la pratique, la campagne électorale effective (pas l'officielle) commence au moins 1 an avant la date du scrutin.

Cela veut dire que le Président sortant à une double casquette.

S'il est encore officiellement le Président de tous les français, il redevient un candidat -le chef d'un clan- avec tous les dérapages que cela peut générer.

De surcroît pendant cette période floue, ou bien toutes les affaires du pays sont gelées, car toute décision à prendre peut être contraire aux intérêts du "candidat président", ou bien c'est une débauche de décisions partisans allant dans le sens du "candidat président".

Pour toutes ces raisons, il me paraît clair que le mandat doit être unique.

R : Ce qui est à craindre, s'il n'y a qu'un mandat possible est que nos "très chers" hommes politiques se battent toute leur vie pour devenir présidentiables et que l'élu président, sachant qu'il a terminé sa vie politique fasse du Chirac 2eme mandat, c'est à dire rien.

De plus, les campagnes électorales ne seront que des promesses intenables donc non tenues.

Vous dites : "Elu pour 7 ans, et s'il a une vraie vision et réelle notion de l'intérêt de la France et des français"

Nous savons tous qu'ils n'ont rien à faire de l'intérêt de la France. Seul compte le leur!

Vous dites : "Peut-être seront-ils plus perspicaces une prochaine fois !"

Si cela pouvait être vrai !

Ce que nous proposons est en premier lieu un engagement du candidat dans des promesses et un calendrier d'action qu'il devra respecter s'il ne veut pas être "déboulonné" au bout de 3 ans par un référendum sans

campagne.

S'il veut être réélu, il lui faudra également respecter ses engagements les 3 années suivantes, etc...

En un mot, on ne risque l'immobilisme que pendant les 3 dernières années du second mandat. Il faudrait donc de plus, envisager une sanction financière pour ces 3 dernières années.

Pour exemple : Sarkozy a proposé un programme auquel les français ont adhéré mais il n'a pas proposé de calendrier d'action donc, il a pu ne quasiment rien faire (que gérer le quotidien)!

Hollande lui, a proposé des calendriers -de résultats- sans proposer de programme! Cherchez l'erreur!

Q : Sur l'élection du Président de la République, s'il faut au moins 500 signatures de citoyens par régions, le nombre total est alors nécessairement

supérieur à 10000! A moins de diminuer le nombre des régions ce qui est un autre objectif...

R : C'est le cas : nous envisageons 11 régions -dont nous n'avons décidé que le nombre.

Cet exemple montre bien que la compréhension de notre livret ne peut être qu'après sa totale lecture et que les réformes sont toutes imbriquées les unes dans les autres.

Q : Le référendum national au bout de 3 ans n'est pas crédible : le président passera toute sa mandature à surveiller les sondages pour obtenir un vote en sa faveur et ne sera sûrement pas enclin à entreprendre des actions d'ampleur courageuses qui touchent toute la population.

R : La candidature se fait sur **un programme + un calendrier**.

Le référendum portera sur la réalisation du programme dans le **calendrier prévu**. Les sondages ne seront positifs que dans la mesure où le programme **ET** le calendrier seront respectés.

Q : On peut poser toutes les questions qu'on veut dans un référendum, les gens votent pour ou contre quelqu'un.

R : Non, les questions seront "figées" et ce référendum sera donc sans campagne.

Q : Avec ce référendum, nous passerons notre temps en campagne, ce qui coûte extrêmement cher !

R : Merci de cette excellente question qui permet de nous interroger sur les « causes » du coût des élections et référendum. Elles ont 2 origines :

La campagne pré scrutin

L'administration du scrutin.

Dans la mesure où les questions sont « fixes » et figées, il n'y aura pas de campagne explicative du scrutin référendaire. Coût nul.

L'administration du scrutin sera allégée par 2 mesures : Seuls seront autorisés à voter les personnes pouvant justifier avoir voté à la présidentielle (3 années auparavant) (Responsabilité de chacun) en présentant leur carte électorale. Il n'y a pas de coût d'établissement de nouvelles cartes.

L'organisation du scrutin sera assurée par les cantons et à leurs frais sans salaire supplémentaire pour les fonctionnaires territoriaux en charge de ce vote.

Gouvernement (ministères)

État

L'administration

Q : On remarque dans un premier temps qu'il est fait une critique de l'État assez fréquemment faite et que les gouvernements de la République français ont essayé de contrecarrer en nommant au fil des ministères un ministre de la réforme administrative ou un ministre de la réforme de l'État, donc on ne peut pas écrire que ces critiques n'auraient jamais été prise en compte. Il est critiquable de ne pas tenir compte du travail qui a déjà été fait dans ce domaine.

R : Ceci est exact, cependant il est tout à fait possible de s'interroger pour savoir à quoi ces différents ministères ont servi. Hors les "prébendes" assurées à quelques amis politiques, il est loisible de s'interroger sur le succès de leur action. De plus, notre objectif n'est pas en premier lieu une réforme de l'administration mais de faire en sorte que TOUT ACTEUR (politique ou économique) soit RESPONSABLE de ses actes et de ses résultats.

Q :

Puis, le programme décolle complètement de la réalité et perd toute applicabilité.... Il méconnaît complètement l'Histoire et la réalité du terrain français. Je crois lire une bédé car ce n'est même pas aussi caricatural que le programme du FN.

R : Notre objectif est une nouvelle fois de faire en sorte que les "RESPONSABLES" le soient et que leur action soit au profit de la France et non de leur portefeuille. Vœux pieux, c'est possible mais il est nécessaire de proposer des solutions pour tenter de faire disparaître autant que possible les possibilités de "prébendes" via des agences "pléthoriques" en nombre et notoirement inefficaces.

Que les responsables soient récompensés, OUI et peut-être sans limite, mais après avoir prouvé leur réussite. Le terrain Français n'est, aujourd'hui plus reconnu des Français. Proposons leur autre chose.

Q : La simplification de la société à laquelle vous vous livrez sans retenue me fait penser aux utopies révolutionnaires, dont l'une des plus récente, celle de khmers rouges m'a laissé personnellement des souvenirs atroces. Ceci nie complètement la complexité de la société, la diversité et la construction historique des relations entre les membres de cette société. Est-ce pour faire plier la France au rouleau compresseur d'une pensée logique et rationnelle ?

R : La philosophie Khmers rouges était une philosophie "bolchévique dure" ; Nous sommes, nous, en France, dans un régime centralisateur "bolchévique mou". N'est-il pas temps et nécessaire d'en changer?

A commencer par la responsabilisation locale, donc mise en place d'un système similaire au système allemand dans lequel les décisions "locales" se prennent localement?